

**Van:** Le CRISP <no-reply-mailing=crisp.be@mail64.atl111.rsgsv.net> namens Le CRISP  
<no-reply-mailing@crisp.be>  
**Verzonden:** dinsdag 2 juni 2015 9:32  
**Aan:** Nieuwsarchief  
**Onderwerp:** La réforme des cabinets ministériels

2 juin 2015

Si ce message ne s'affiche pas correctement, [cliquez ici](#).

CRISP

Centre de recherche et d'information socio-politiques

*Nouveau Courrier hebdomadaire*



[Courrier hebdomadaire](#)

[Abonnement](#)

[40 numéros par an](#)

[Version papier et électronique](#)

## La réforme des cabinets ministériels

**Courrier hebdomadaire n° 2254,**  
**par M. Göransson, 37 p., 2015**

**> COMMANDER EN LIGNE**



Pour la Belgique, vous ne payez rien lors de la commande. Vous nous réglez par virement bancaire dans les 30 jours après la réception.

En 1999, le gouvernement Verhofstadt I lance la réforme « Copernic ». Celle-ci vise à moderniser l'administration publique fédérale, par le biais d'une amélioration du service aux citoyens et du cadre de travail des fonctionnaires. Notamment, l'intention est d'impliquer davantage l'administration dans la préparation des choix politiques et d'en faire un partenaire privilégié de l'autorité politique.

L'une des mesures emblématiques de cette réforme est la profonde transformation que sont censés connaître les cabinets ministériels, tant au niveau de leur composition que de leur fonctionnement et de leurs attributions. La volonté affichée est de supprimer les cabinets tels qu'ils ont existé jusqu'alors. Rapidement, il apparaît toutefois que le contenu des changements effectivement appliqués s'éloigne sensiblement des ambitions initialement exprimées. Certes, les cabinets ministériels disparaissent formellement, étant remplacés par de nouvelles structures. Mais dans les faits, ils subsistent, presque à l'identique, à travers celles-ci. Sous le gouvernement Verhofstadt II, la réforme est largement vidée de sa substance.

Ce *Courrier hebdomadaire* analyse tout d'abord les éléments ayant été à l'origine de la volonté de réformer les cabinets ministériels fédéraux : le contexte politique et budgétaire du pays, l'influence du New Public Management et les critiques dont, depuis près d'un siècle, étaient l'objet les entourages des ministres. Ensuite, il présente la réforme qui a été décidée, ainsi que la mise en œuvre qu'elle a réellement connue. Dans ce cadre, une attention particulière est réservée aux résistances opposées par les divers acteurs concernés (ministres des gouvernements Verhofstadt I et II, membres des entourages ministériels et partis politiques de la majorité), qui expliquent le peu d'effets que la refonte des cabinets ministériels fédéraux a eus en définitive. Enfin, M. Göransson s'intéresse aux entreprises similaires qui, à peu près à la même époque, ont été menées par diverses entités fédérées du pays : la Communauté flamande, la Communauté française, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale. Une comparaison est établie, pour chacune d'entre elles, avec le cas de figure fédéral.

Copyright © 2015 CRISP | Information, Tous droits réservés.

Vous recevez cette lettre d'information car vous êtes inscrit(e) à la liste de diffusion du CRISP.

**Notre adresse postale :**

CRISP  
Place Quetelet 1A  
Saint-Josse-ten-Noode 1210  
Belgique

[Se désinscrire](#) | [Modifier ses informations](#)

--

This message has been scanned for viruses and dangerous content by **[Amsab-ISG](#)**, and is believed to be clean.

[Click here to report this message as spam.](#)